

Le contexte étant rappelé, Madame le Maire invite le Conseil Municipal à débattre sur les suites données à l'enquête publique et sur la nouvelle demande de dérogation préfectorale au principe d'urbanisation limitée.

Le Conseil Municipal,

- **Vu** le Code de l'Urbanisme,
- **Vu** l'avis et les conclusions du commissaire-enquêteur suite à l'enquête publique sur le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme,
- **Vu** le courrier du Préfet daté du 13 février 2020, relatif à la demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée formulée par la commune en 2019, à la phase d'arrêt du projet de PLU,
- **Entendu** l'exposé de Madame le Maire,

après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- 1) **souhaite pouvoir finaliser la procédure engagée de révision générale du PLU,**
- 2) **décide de ne pas remettre en cause l'enveloppe urbaine des zones à urbaniser projetées à l'ouest du village « La Hache / chemin de Rocroi / Jardin de la Haie »,**
- 3) **décide de solliciter auprès du Préfet des Ardennes une nouvelle demande de dérogation à la règle de constructibilité limitée, en considérant les prescriptions préfectorales formulées le 13 février 2020,**
- 4) **précise que le projet de révision générale du PLU sera soumis à l'approbation globale du conseil municipal une fois l'obtention de la dérogation préfectorale précitée,**
- 5) **rappelle que le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur sont consultables à la mairie de Les Mazures aux dates et heures habituelles d'ouverture et sur le site internet de la commune.**

La présente délibération sera transmise à la Préfecture des Ardennes et elle fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

N°69-2020 : CENTRE SOCIAL AMEL : nouvelle convention 2021-2023 :

La convention annuelle 2020 liant la Commune avec le Centre Social AMEL (Association Mazuroise d'Education et de Loisirs) arrive à son terme au 31.12.2020.

Une nouvelle convention, élaborée avec les parties prenantes, est proposée au Conseil Municipal pour les années 2021 à 2023 commençant le 1^{er} Janvier 2021.

La participation annuelle de la Commune s'élève à 186.576,00 €, indexable qui se décompose en deux parties :

- 144.845 € au titre de la participation aux salaires de personnels de l'association,
- 41.731 € au titre des frais de fonctionnement de l'association.

Après lecture de ladite convention, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide les termes de la convention et autorise Madame le Maire à signer le document.

Compte tenu du contexte actuel dû à la Covid 19, l'ensemble des élus, nouvellement élu depuis Mars 2020, n'a pas pu prendre connaissance de la structure du Centre Social AMEL. Etant donné la participation financière annuelle de la Commune à cette association, les élus souhaitent être informés sur le fonctionnement d'un Centre Social par le biais de réunions entre élus et administrateurs de la structure dès que les conditions le permettront.

Communications diverses :

- Monsieur BITAM Ali informe l'assemblée de la pose de la fibre optique sur la Commune. A ce jour 95 % du réseau est déployé sur la Commune et la mise en service pourrait se faire au cours du second semestre 2021.
- Suite à la réunion d'échange entre la directrice d'école et la Mairie, Monsieur PERIGNON Claude précise que les travaux informatiques correspondent aux attentes des enseignants. Par ailleurs, les mesures sanitaires dues à la Covid 19 mises en œuvre, dont les dispositions prises par la Commune, sont bien admises et rassurent l'ensemble de la communauté scolaire.
- Madame le Maire informe les élus que depuis le 15 Décembre 2020, une réflexologue certifiée en réflexologie plantaire bénéficie d'une cellule à la Maison des services. Les séances se font sur rendez-vous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 30.